

À propos de la dépossession écologique des classes populaires

en matière de pollutions, ce sont bien souvent ceux qui en génèrent le moins, à savoir les moins privilégiés, qui en souffrent le plus. L'équation s'inversant à mesure que l'on grimpe l'échelle sociale, on comprend comment, derrière l'écologie, se jouent des rapports de classe potentiellement défavorables aux groupes dominants. Prendre l'environnement au sérieux reviendrait en effet à constater l'obsolescence des logiques sociales au principe de leurs privilèges. Mais ces mêmes logiques étant aussi au principe des visions dominantes de l'écologie, celle-ci est finalement donnée à voir et à penser comme une affaire de conscience, de morale ou d'innovation, soit en des termes conformes à l'*éthos* des classes moyennes (et) supérieures¹.

L'écologie est d'ailleurs encore souvent associée à une préoccupation « de riches » dans la mesure où elle relèverait de ces enjeux dits « postmatérialistes » qui échapperaient à tous ceux devant faire face à des difficultés matérielles. Cette

JEAN-BAPTISTE COMBY,
Sociologue, chercheur au Centre
d'Analyse et de Recherche
Interdisciplinaire sur les Médias
(CARISM) ainsi qu'au Centre Nantais
de Sociologie (CENS) et maître de
conférences à l'Institut Français de
Presse de l'Université Paris 2

association n'est pas totalement erronée à la nuance décisive près que la rhétorique écologique n'est pas bourgeoise en soi, elle a simplement été construite comme telle. Or cet écologisme « des riches »² se présente effectivement comme « postmatérialiste », ou plus exactement comme « amatérialiste », dans la mesure où il tend à taire les coûts et fondements matériels des solutions techniques et infrastructurelles qu'il célèbre (géo-ingénierie, énergies renouvelables, « efficacité énergétique » des matériaux et équipements ou informatisation³).

1. Cet article s'appuie sur les analyses exposées dans : Jean-Baptiste Comby, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Raisons d'Agir, Paris, 2015. Il poursuit en particulier l'étude des rapports sociaux à l'écologie abordés dans le dernier chapitre de ce livre.

2. En évoquant un écologisme « des riches » il s'agit de faire écho à l'écologisme « des pauvres » examiné par Joan Martinez-Alier afin de penser les enjeux écologiques au prisme des antagonismes de classe. Joan Martinez-Alier, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, Paris, Les Petits Matins, 2015 [2002].

3. Fabrice Flipo, Michelle Dobré, Marion Michot, *La face cachée du numérique. L'impact*

Mais que l'écologie soit ainsi dépeinte depuis une quinzaine d'années ne signifie pas, loin de là, que les plus favorisés détiennent le monopole de la bonne volonté écologique. Les membres des classes populaires s'inquiètent eux aussi de la dégradation des écosystèmes naturels, de même qu'ils ne sont pas fermés aux injonctions « écocitoyennes ». Leur appréhension de l'écologie ne relève donc pas du désintérêt ou de l'incompréhension ; elle reste cependant marquée par une certaine distance avec les récits écologiques dominants desquels ils sont dépossédés, et ce d'une façon singulièrement paradoxale. Autrement dit, d'un côté la dépossession écologique des classes populaires n'exclue pas une préoccupation manifeste pour les enjeux environnementaux, mais de l'autre elle explique leurs appropriations mal aisées de l'écologie officielle, celle qui est la plus répandue dans le débat public.

A partir de l'exploitation en cours d'entretiens semi-directifs⁴ et en expliquant comment deux enquêtés conçoivent l'écologie, cet article souhaite éclairer cette tension. Car si son expression et son intensité varient selon la trajectoire et la position sociales des membres des classes populaires, elle tend à structurer et à caractériser leurs visions des enjeux environnementaux. Celles-ci constituent alors un révélateur des logiques orientant les

environnemental des nouvelles technologies,
Montreuil, L'Échappée, 2013.

4. Soixante-dix entretiens en population générale ont été réalisés avec Matthieu Grossetête dans le cadre d'une enquête financée par l'Agence nationale de la recherche et intitulée : « Les ressorts sociaux de la conversion écologique ». Un tiers des enquêtés ont des propriétés sociales correspondant à celles des différentes fractions des classes populaires.

manières dont ils négocient leur dépossession des codes culturels et normatifs dominants ; elles peuvent aussi offrir une base sociale à la critique des définitions conservatrices de l'écologie.

Intégration sociale « tendue » et mise à distance de l'écologie

Fille d'un père chef technicien et d'une mère employée municipale devenue femme au foyer, Carole⁵ grandit dans un village rural avec ses quatre sœurs (deux aînées, deux cadettes) et son frère jumeau. Âgée de 26 ans, elle regrette de ne pas avoir fait un bac général, sa mère préférant l'inscrire à un bac médico-social. Avec deux années de BTS (elle n'obtient pas le concours certifiant la troisième année), elle est la moins diplômée de la fratrie. Salariée d'une entreprise d'aide à la personne, Carole aurait « *voulu un métier avec plus de reconnaissance et un plus gros salaire. Auxiliaire de vie, on est en bas de l'échelle* ». Actuellement payée au Smic et devant rembourser un crédit contracté pour payer les amendes de son ex-petit ami, elle espère devenir formatrice afin de gagner en responsabilités et en revenus. Bien que bénéficiant d'une stabilité professionnelle, la situation de Carole reste donc fragile, fragilité redoublée par un manque d'assurance qu'elle dit avoir hérité de sa mère (« *elle fait rejaillir son stress sur nous. Elle ne nous croit pas capable* ») et qui affecte fortement ses relations avec l'extérieur. Gardant un souvenir « *atroce* » de l'école « *parce qu'il y a toujours le jugement* » des autres, reconnaissant qu'elle ne s'« *intègre pas facilement* » et préfère être casanière, ses sociabilités se

5. Les prénoms des enquêtés ont été modifiés.

résumément à une amie d'enfance et aux membres de sa famille proche.

Louant un appartement de 25 m² dans une « banlieue sûre » d'une ville de province et attachée à sa voiture qu'elle utilise tous les jours, son quotidien est organisé en fonction de contraintes budgétaires, mais aussi de manière à faciliter ses faits et gestes routiniers pour préserver, voire bonifier, un petit confort de vie, lequel constitue le socle et le centre de sa réalisation sociale⁶. Elle rappelle que « *issue d'une famille nombreuse, on a appris à ne pas gaspiller. Mais comme ma mère dit aussi, « profite de l'argent que tu as gagné, n'attend pas que ce soit trop tard* » ». Affirmant à deux reprises être « *très égoïste* », Carole explique que : « *je pense plus à ma propre vie et à ce qu'elle va devenir, qu'à la Terre* ». Elle assume alors *logiquement* son rejet d'une quelconque composante identitaire écologiste (« *moi, je ne suis pas écolo* ») en mobilisant également des arguments pragmatiques. Selon elle, « *tant qu'il y aura de grosses usines* » la cause est vaine « *puisque'il y a de plus en plus de technologie* ». Quant aux « *petits gestes écologiques* » qu'elle peut faire, elle ne leur confère pas vraiment une consonance positive et civique en concédant que « *je fais mais c'est plus financièrement que pour le coté écolo* ». Elle considère ainsi la bienséance écologique éloignée des principes à partir desquels s'organisent les modes de vie économiquement contraints⁷ : « *si on veut faire*

de l'écologie, je pense que ça aura plus d'impact si on dit que c'est pour réduire votre consommation d'électricité que pour préserver la planète. Plus centrer sur le coté financier que le coté écolo. Il y en a beaucoup qui pensent comme moi ».

Critiquer supposant de se sentir concerné et autorisé à contester, cette mise à distance de l'écologie, même assumée et assez prononcée, ne doit pas être assimilée à une indifférence ou une incompétence. Carole se montre d'ailleurs plutôt au fait des enjeux comme en témoigne sa lecture des désordres environnementaux : « *Il n'y aura peut être plus d'arbre. Déjà sur les espèces, les animaux. C'est toute une chaîne. Les espèces en voie de disparition, c'est lié à ça. Sur nous aussi ça a des conséquences, les cancers et tout* ». Et bien qu'elle soit rétive à l'égard des prescriptions « *écocitoyennes* », elle semble admettre que « *il faut que chaque personne voit que faire des petits gestes c'est important et qu'ils ne soient pas comme moi* ». Même si Carole souhaite donc exprimer sa « *mauvaise foi* » écologique (pour reprendre son expression), elle peut également raconter, les identités sociales affichées variant selon les contextes d'interaction, que son ex-petit ami « *ne faisait attention à rien du tout. C'est le genre de personnes à mettre les bouteilles avec le reste. C'est moi qui lui disait. Entre le verre et le reste, quand même !* ». Carole ne se tient ainsi pas complètement à l'écart des significations sociales dominantes de l'écologie et il lui arrive de faire des concessions aux prescriptions

plus forte propension des membres des classes populaires à faire primer la justification budgétaire sur la justification écologique en matière d'économies d'énergie. Voir : Jean-Baptiste Comby, *La question climatique...*, op. cit.

6. Sur la contribution de l'espace résidentiel à « la production des statuts sociaux et à la structuration des identités individuelles et collectives », voir notamment : Anne Lambert, « *Tous propriétaires !* » *L'envers du décor pavillonnaire*, Paris, Seuil, 2015, p. 191 et suivantes.

7. Les entretiens réalisés pour cette enquête viennent confirmer nos observations sur la

« écocitoyennes », surtout si cela ne complique pas ses routines : « [toujours à propos du recyclage des déchets] *Mon amie de Saint-Nazaire qui me dit « non tu comprends pas », alors là c'était des scènes ! Maintenant, je fais le papier, le carton. Ce que je n'aimais pas c'est qu'il y avait trente-six poubelles chez moi (dans la maison familiale) donc on n'en finissait plus. Maintenant, j'ai deux petits sacs et ça ne me coûte rien »*. Mais la morale écologique étant assimilée à son amie (adhérente à Greenpeace), à sa soeur et à sa belle-sœur (qui travaille dans l'éolien), toutes les trois décrites comme de gauche et concernées par la protection de l'environnement, elle ne peut correspondre à la façon dont elle se situe socialement et se positionne politiquement, soit à droite (comme ses parents), voire à l'extrême droite (comme sa grand-mère) tout en soulignant ne pas être « raciste ». L'environnement est ainsi un « *sujet de disputes* » avec sa sœur qui « *avait voté écolo au premier tour. Je lui ai rit au nez* ».

Outre une insécurité statutaire et une relative précarité matérielle qui restreignent le périmètre de sa vie sociale, se dégage ainsi une autre logique contribuant à la distance entre l'identité sociale de cette enquêtée au moment de l'entretien, et l'écologie conventionnelle. Il s'agit précisément du contexte dans lequel cette identité se définit et s'actualise, lequel est animé par une tension symbolique avec une partie de ses proches, « écolos » et occupant des positions sociales légèrement supérieures. C'est donc toute la dynamique d'intégration de Carole qui explique pourquoi, en définitive, elle a plus de raisons de mettre à distance de cette morale de(s) classe(s) dominante(s) qu'elle n'en a de s'en emparer.

Dévalorisation de la morale écologique et disqualification des « élites »

Si la mise à distance de l'écologie ne correspond pas à une insouciance envers l'environnement, elle exprime en revanche une remise en cause des profits de distinction que peut procurer le label « écocitoyen ». Lorsque certains enquêtés issus des milieux populaires, souvent de leurs fractions les plus établies, se montrent intéressés par ce type de gratifications, c'est souvent parce qu'ils vivent une migration sociale jugée ascendante et/ou qu'une partie de leurs sociabilités se situent dans des strates sociales supérieures. Mais en général, la vertu écologique officielle résonne mal avec les préceptes moraux valorisés au sein des classes populaires. Leurs membres ont ainsi une propension plus forte à la critiquer ouvertement, notamment parce qu'elle présente un coût financier ou, comme avec Carole, parce qu'elle est perçue comme un attribut d'autres groupes sociaux. En bas de l'échelle sociale, les enjeux environnementaux font donc rarement l'objet d'appropriations motivées par la valorisation de soi, mais donnent lieu à des lectures prenant appui sur divers schèmes, souvent d'ordre pratique ou élaborés à propos d'autres questions. C'est ainsi que Michel décline un rapport critique aux tenants de l'ordre établi en portant un regard technique et suspicieux sur les solutions aux problèmes écologiques.

Âgé de 62 ans, cet enquêté est retraité d'EDF où il est embauché comme manoeuvre après avoir été mécanicien auto. Socialiste de parents ouvriers et communistes, Michel entre dans la vie active à 14 ans, après l'obtention

de son certificat d'études. Il confie une certaine nostalgie des ambiances de chantier, évoquant à de multiples reprises l'amitié qui le lie « aux gars », que ce soit les voisins de son quartier d'enfance, les collègues ou les « amis du sport ». Michel a participé à des compétitions nationales de lutte et a dirigé pendant douze ans le principal club de la ville voisine du village où il réside. Père de trois fils, il vit depuis 1978 avec sa femme (secrétaire comptable) dans la maison qu'il a construit lui-même, durant un an, soirs et week-end et avec l'aide de quelques artisans. Il perçoit une retraite de 1500 euros, suffisante pour entretenir la maison, l'équiper en électroménagers, écran plat ou wifi, et partir tous les ans en vacances dans un camping à deux heures du domicile. Sa situation n'est donc pas « précaire » mais son mode de vie reste guidé par une contrainte financière présentée comme une discipline nécessaire⁸ : « on n'a pas fait de folie. Tout ce qu'on a fait dans la vie, on l'a fait sérieusement. Ce qui fait que des fois, c'est peut être morose vis à vis des gens qui nous connaissent. Ne pas trop partir en vacances, ce n'est pas un choix, c'est que la réalité est comme ça ».

Dans le cadre de ses sociabilités composées d'amis de la lutte et de quelques voisins, il entretient une culture ouvrière peu sensible aux hiérarchies symboliques dominantes. Et s'il peut constater et tisser des liens entre son *ethos* populaire et les normes « éco-citoyennes », il semble s'éton-

ner du renchérissement de certaines attitudes devenues distinctives alors qu'elles participent pour lui d'une forme de bon sens : « nous quand on était minot, on nous apprenait pas ce qui est environnementale mais on nous apprenait à faire attention » par exemple à ne pas abîmer la nature ou à ne pas dépenser plus que de besoin. A la différence de Carole, Michel ne rejette pas l'étiquette « écolo », mais comme elle, il ne se soucie pas vraiment de la dimension écologiquement valorisable de ses comportements, dimension dont il ne saurait sans doute pas trop quoi en faire ou en penser, et qui lui apporterait peu de reconnaissance voire à l'inverse une incompréhension moqueuse de la part de ses proches. Ce faible intérêt pour les gratifications de la morale écologique se lit à travers la manière dont il explique son choix de laisser sa voiture au bourg pour se rendre en ville avec le bus.

Pour aller sur Pau, on prend la voiture jusqu'à Morlaàs et après on prend le bus.

Depuis quand faites vous cela ?
Depuis, qu'il y a la ligne, un an. On a trouvé ça, c'est génial, on ne s'embête plus !

C'est parce que c'est pratique ?

Oui, dans le sens où on n'a plus à se soucier du parking. On est transporté, c'est encore mieux. On met 40 minutes pour aller à Pau.

Ce choix de mobilité, particulièrement conforme à la morale écologique, est expliqué (lors d'un entretien dont il pouvait commencer à saisir qu'il portait sur l'environnement) par des motifs pratiques de simplicité qu'il ne cherche donc pas à faire fructifier symboliquement. Il rejoint d'ailleurs le point de vue de Carole lorsque il doute

8. Sur les logiques qui structurent les pratiques économiques des milieux populaires, voir les travaux d'Ana Perrin Heredia, notamment : « Le "choix" en économie. Le cas des consommateurs pauvres », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 199, 2013, p. 46-67.

que les individus cherchent à réduire leurs factures par « éco-citoyenneté ».

Dire que c'est pour l'écologie pure, je n'en connais pas beaucoup. Les gens qui ne se chauffent pas, ce n'est pas par écologie, c'est qu'ils ne peuvent pas. Beaucoup de choses se font par souci d'économie. C'est pas mal, parce qu'au final c'est le but recherché.

Pour Michel, en matière de consommation, c'est l'authenticité, la véracité ou l'efficacité de ce qu'on lui propose qui importe. Interrogé sur le commerce équitable, il valorise les produits qu'il obtient *via* une caisse d'action sociale, « de très bons produits (...) que l'on ne voit pas dans les grandes surfaces » où « ce que l'on voit, c'est histoire de se donner une bonne conscience ». Ce dénigrement de la quête d'une « bonne conscience », fréquent dans les milieux populaires et plus rare dans les franges intermédiaires et supérieures du monde social, tient au souci de ne pas se faire duper par ce qui est perçu comme du marketing. A propos du « bio », il s'interroge sur la fiabilité de ce label qui, selon lui, est « d'abord une étiquette pour (faire) payer plus cher » puisque « si je fais du bio et que l'autre guignol à côté me pourrit la vie, ce n'est pas du bio ». La dévalorisation par Michel de la morale écologique prend ainsi appui sur une lecture d'ordre technique qui lui permet d'exprimer son scepticisme à l'égard de la vitrine technologique de l'écologie conventionnelle. Loin de faire l'apologie du nucléaire (« il n'en faut pas à 100 % »), mais fort de son expérience professionnelle au sein d'EDF, il affirme par exemple ne pas trop croire « aux éoliennes et au photovoltaïque. C'est un support mais ce n'est pas ça qui peut régler le problème. Ça ne rapporte pas assez ».

Cette orientation méfiante et sceptique est en grande partie engendrée par un rapport critique aux « élites ». Evoquant la politique de sa jeunesse qui était aussi celle des luttes sociales (il a milité pour les socialistes et les personnages qui l'ont marqué sont Mandela, Luther-King ou l'abbé Pierre), il exprime sa déception et son incompréhension face aux décideurs contemporains. Le Grenelle Environnement, symbole de l'écologie officielle, est ainsi renvoyé à « ces fameuses discussions entre eux. Je suppose qu'ils ont pondu un bel oeuf en disant qu'il fallait faire attention à tout ». Il poursuit en pointant les contradictions des professionnels de la politique qui « quand ils y sont allés au Grenelle, ils y sont allés en voiture, voilà » ; ou de ceux qui diffusent la morale écologique en hélicoptère (il peste contre Hulot ou Yann-Arthus Bertrand). Constatant consterné que « les premiers à faire des belles choses, ce sont les premiers à polluer », Michel dit et conforte sa suspicion envers les « responsables », laquelle correspond aussi à sa position subalterne dans un ordre social qui l'a fait souffrir. Au cours de l'entretien, il revient avec émotion sur sa mise au placard et celle de sa femme, deux épisodes dont il garde un souvenir amer et qui ont achevé d'entériner ses illusions politiques⁹. Sa critique des conceptions morales et technologiques de l'écologie prolonge donc un rapport conflictuel et douloureux aux logiques sociales dominantes. Elle est le produit à la fois d'une trajectoire politique engagée, d'un parcours professionnel chaotique et d'expériences

9. Sur les liens entre dégradation des conditions d'emploi et désenchantement politique des classes populaires, voir : Violaine Girard, « Sur la politisation des classes populaires périurbaines », *Politix*, 2013, n°101, p. 183-215.

socialisatrices relativement hermétiques aux formes dominantes de reconnaissance et de distinction¹⁰.

Une dépossession des instruments de définition des visions légitimes

Toutefois, cette même trajectoire sociale, en le rattachant aux fractions supérieures des classes populaires, rend également possible son agacement face aux déchets laissés dans la nature par ceux qui seraient moins respectueux et attentionnés que lui. Son propos, qui rappelle le souci des classes populaires pour la qualité et la propreté de leur cadre de vie¹¹, laisse aussi entrevoir comment les poncifs sur les « classes polluées » peuvent alimenter des clivages normatifs susceptibles de prolonger les concurrences qui ne cessent de s'intensifier au sein des milieux défavorisés.

« On va dans les bois, on y passe cinq ou six jours et on n'a jamais jeté un papier. Par contre, on se rend compte que ce n'est pas forcément les gens du coin qui polluent le moins. Par exemple, les forestiers, il n'y a pas plus cochons. Ils jettent les bidons d'huile parce qu'ils ont tronçonné. Les bidons d'huile sont jetés, les papiers gras, c'est des gros porcs. Force est de constater. »

Bien que n'étant pas les plus nocives, les pollutions visibles sont probablement les plus incriminées par l'en-

semble des catégories sociales. Cette indignation renvoie à l'opposition entre le pauvre, le vulgaire, le sale (souvent imagés par les détritiques qui jonchent les mers et déserts des pays les plus dominés) et le riche, le raffiné, le propre. Or ces représentations du sens commun détournent l'attention des pollutions moins visibles mais nettement plus nuisibles générées par les styles de vie caractéristiques des classes sociales supérieures¹². Elles contribuent de surcroît à un mépris de classe qui, en matière d'écologie, se manifeste toutes les fois où l'on s'étonne du fait que, malgré leurs « vieilles » voitures ou leurs logements « mal » isolés, les modes de vie des moins privilégiés présentent tendanciellement une empreinte écologique plus faible que ceux des autres milieux sociaux¹³.

La méconnaissance de la distribution sociale des pollutions, levier majeur de la dépossession écologique des classes populaires, n'aide pas à gommer ces stigmates et, plus largement, à promouvoir des visions de l'environnement guidées par d'autres logiques que celles, inséparables,

10. Les représentations de l'écologie procèdent ainsi de schèmes politiques eux-mêmes engendrés par toute une histoire sociale. Daniel Gaxie, « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2-3, 2002.

11. Florence Weber, *L'honneur des jardiniers. Les potagers dans la France du XXème siècle*, Paris, Belin, 1998

12. Les travaux de Yoann Demoli sur les usages sociaux de l'automobile rendent compte du caractère pluridimensionnel des logiques faisant que le coût environnemental des modes de vie s'accroît à mesure que l'on monte dans la hiérarchie sociale. Yoann Demoli, « Carbone et tôle froissée. L'espace social des modèles de voitures », *Revue française de sociologie*, 2015, vol. 56, n° 2, p. 223-260

13. A propos des stéréotypes alimentant la stigmatisation des groupes populaires, voir notamment : Jean Rivière, « Des ploucs de droite aux pavillonnaires lepénistes. Sur la construction médiatique du vote des ruraux », *Agone*, 2013, n°51, p. 65-83. Sur la permanence et les variantes de ce « racisme de classe », dissimulé par exemple derrière le succès et les enjeux politiques de l'expression « bobo », voir également : Gérard Mauger, « Mythologies » Le « beauf » et le « bobo », *Lignes*, 2014/3 n° 45, p. 130-140.

de la « bonne » morale individuelle, des innovations technologiques et de la « croissance verte ». Ces récits écologiques dominants font écran à une écologie pouvant s'appuyer sur d'autres systèmes de valeurs, plus ouverts aux *ethos* populaires. En d'autres termes, alors qu'à la faveur des enjeux environnementaux peut se développer une philosophie sociale propice à l'intégration des moins avantagés matériellement, leur accaparement par les, et au profit des, classes supérieures a pour conséquence d'entretenir une morale écologique dans laquelle les agents des milieux populaires peinent à se reconnaître.

Cette tendance participe donc bien d'une dépossession culturelle plus large et définie comme « *le fait qu'une fraction importante des milieux populaires est démunie de tout un ensemble d'éléments de culture qui font partie des instruments symboliques dominants, c'est-à-dire socialement décisifs*¹⁴ ». Toutefois, une précision s'impose car ce qui pose ici question, ce n'est pas la distance avec les visions conservatrices de l'écologie mais bien l'incapacité à rendre publiques et légitimes d'autres lectures des problèmes environnementaux. Il se pourrait d'ailleurs que le désajustement entre les récits écologiques officiels et certains *ethos* populaires soit, certes un indice des nombreux freins symboliques à leur intégration sociale, mais également une probable condition de leur mobilisation contre l'écologisme « des riches » et en faveur d'autres manières de respecter les écosystèmes naturels¹⁵. Les entre-

tiens indiquent ainsi que les membres des classes populaires parviennent parfois, et selon des modalités diverses, à retourner ces instruments symboliques dominants, ici les approches morales et technologiques de l'écologie, contre les dominants eux-mêmes. C'est ce que fait Michel quand il dénonce les tartufferies écologiques des « élites ». Plus globalement, en remarquant à la fois que leurs consommations : « *on en fait pas beaucoup donc on ne peut pas les réduire* » (Michel), et que les biens étiquetés « écologiques » ne sont pas à leur portée budgétaire, ils se heurtent aux réalités matérielles de cette écologie de « bonne conscience » dont ils peuvent alors mieux comprendre qu'elle offre en fait aux styles de vie fortement pollués un paravent leur permettant de maintenir leur valeur symbolique. Lutter contre la dépossession écologique des classes populaires, qui de leur point de vue relève sans doute plus d'une confiscation, ne consiste donc pas à les aider à mieux s'approprier les refrains écologistes dominants en les « sensibilisant » davantage ou bien en formulant différemment le même message pour qu'il « passe mieux » ; mais cela suppose plus certainement de créer les conditions sociales de leur participation à la définition et à la légitimation de visions alternatives des enjeux environnementaux¹⁶. ■

bourgeois et orientation conservatrice, peut nourrir la convergence des luttes sociales et écologiques. A ce sujet, voir le numéro 80 de la revue *Mouvements* paru en 2014 : « Le travail contre nature ? Syndicats et environnement ».

14. Olivier Schwartz, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>, septembre 2011, p.19

15. C'est aussi ainsi qu'une critique de l'écologie officielle, en rendant plus visible son ancrage

16. Pour un exemple des rares et marginales initiatives en ce sens, voir le dossier « Climat et quartiers populaires » lancé en juin 2015 par *Reporterre.net* : <http://www.reporterre.net/+Climat-et-quartiers-populaires-+> Consulté le 11 septembre 2015.